

AMNESTY INTERNATIONAL ÉFAI
Index AI : ASA 17/16/98

DOCUMENT PUBLIC
Londres, juin 1998

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
Détention et harcèlement
de dissidents et d'autres personnes
entre janvier et juin 1998

Introduction

Ce document présente les cas de 50 personnes qui ont été détenues ou harcelées par la police en Chine depuis le début de l'année, pour avoir pacifiquement exprimé leurs opinions ou exercé leur droit à la liberté d'association. Il décrit en particulier les cas de dissidents politiques, de défenseurs des droits humains, de militants en faveur des droits des travailleurs et de parents ou d'amis de prisonniers politiques ou de dissidents qui ont été arbitrairement détenus pour avoir fait usage de leur droit à la liberté d'expression. En revanche, il ne mentionne pas les autres catégories de personnes qui ont fait l'objet de mesures de harcèlement ou de répression de la part de la police, tels que les membres de groupes ethniques ou religieux.

Quinze des personnes dont les cas sont présentés ici seraient toujours incarcérées ou sous le coup d'une assignation à résidence. Sept d'entre elles ont été condamnées à des peines de détention ou d'emprisonnement ; apparemment, les huit autres étaient toujours détenues ou assignées à résidence au milieu du mois de juin 1998, certaines se trouvant sous le coup d'une inculpation pénale. Les autres cas présentés dans ce document concernent, pour la plupart, des personnes qui ont été retenues par la police pendant quelques heures ou quelques jours à des fins d'interrogatoire, ou qui ont été détenues arbitrairement sans inculpation ni jugement durant plusieurs semaines avant d'être libérées.

Très souvent, ces personnes ont été interpellées après avoir adressé des lettres ouvertes ou des pétitions aux autorités. Il semble qu'en adoptant cette mesure, la police ait voulu les intimider ou les réduire au silence à des moments sensibles d'un point de vue politique. Ainsi, un grand nombre d'entre elles ont été arrêtées en février et en mars, soit juste avant et pendant la session annuelle de l'Assemblée populaire nationale (Parlement de la République populaire de Chine). Durant cette période, de nombreux dissidents avaient adressé des lettres ouvertes à l'Assemblée populaire nationale pour demander des réformes sur toute une série de questions sociales et politiques ainsi que dans le domaine des droits humains. Une seconde vague d'arrestations a eu lieu en mai, à l'approche du 9^{ème} anniversaire de la répression, le 4 juin 1989, des manifestations en faveur de la démocratie ; au cours de ce mois, de nombreux appels avaient été adressés aux autorités pour qu'elles réexaminent les événements de 1989 et remettent en liberté les prisonniers politiques.

Certaines personnes ont également été placées en détention pour avoir participé à des manifestations pacifiques ou du fait des relations qu'elles entretenaient avec d'autres dissidents, apparemment à titre d'avertissement pour ces derniers ou dans le but de les empêcher de former des réseaux à travers le pays.

Amnesty International est particulièrement préoccupée par le sort de Li Yi, Wu Ruojie, Shen Liangqing, Yang Qingheng, Wang Tingjin et Li Qingxi, qui ont été arbitrairement astreints, sans inculpation ni jugement, à des périodes de « rééducation par le travail » – forme de sanction administrative imposée par les autorités, en dehors de toute procédure légale, et qui implique généralement une période de détention dans un camp de travaux forcés. Les cas de Li Yi, homme d'affaires, et de Wu Ruojie, chanteur de rock, sont particulièrement frappants et absolument sans précédent dans l'histoire récente de la répression en Chine. Ces deux hommes ne sont connus ni l'un ni l'autre pour avoir participé à des activités dissidentes. Tous deux ont été condamnés à une peine de trois ans de camp de travail pour avoir, semble-t-il, informé d'autres personnes de l'arrestation de quatre poètes qui faisaient partie de leurs amis et, pour l'un d'entre eux, de leur famille.

Amnesty International exhorte les autorités chinoises à libérer immédiatement et sans condition ces détenus ainsi que les autres personnes qui ont été astreintes de manière arbitraire à des peines de « rééducation par le travail ». D'autre part, l'Organisation invite la communauté internationale, et en particulier les gouvernements qui entretiennent un dialogue sur les droits humains avec la Chine, à demander la libération de ces prisonniers.

Amnesty International s'inquiète également de ce que plusieurs dissidents actuellement en détention risquent d'être traduits en justice dans les semaines à venir. Pour certains d'entre eux, on sait qu'ils se trouvent sous le coup d'une inculpation pénale. Mais d'autres ont peut-être été

inculpés sans que leurs proches n'en aient été avertis ou sans que cette information n'ait filtré en dehors du cercle familial. Il s'agit notamment de : Ma Zhe et Xiong Jingren, deux poètes de la province du Guizhou qui ont été détenus au secret pendant près de cinq mois pour avoir envisagé de publier un magazine littéraire indépendant ; Li Bifeng, ancien agent des services fiscaux de la province du Sichuan, qui aurait été inculpé de fraude en avril, après avoir suivi et fait connaître la situation des travailleurs licenciés dans cette province ; Fan Yiping, gérant de société dans la ville de Guangzhou, qui aurait été inculpé en mai pour avoir aidé un autre dissident à fuir la Chine ; Zhao Changqing, ouvrier en usine dans la province du Shaanxi, qui a apparemment été inculpé en avril pour avoir « menacé la sécurité nationale » ; et Chen Zengxiang, qui est détenu depuis le 23 mai dans la province du Shandong pour, semble-t-il, être interrogé sur ses relations avec des dissidents en exil.

Amnesty International estime que ces personnes ont été placées en détention de façon arbitraire, pour avoir exercé pacifiquement leurs libertés fondamentales. L'Organisation exhorte les autorités à libérer immédiatement et sans condition ceux de ces détenus qui ne sont pas inculpés pour des infractions de droit commun qui seraient légitimement reconnues comme telles par le droit international, de révéler sans délai le sort réservé aux autres ainsi que les chefs d'inculpation et d'accusation retenus contre eux et, enfin, de faire savoir s'ils ont ou non la possibilité de consulter un avocat.

Liste de cas :

Cai Guihua, dissident de Shanghai, a été arrêté par la police à des fins d'interrogatoire le 4 juin 1998, en compagnie de plusieurs autres dissidents qui s'étaient rassemblés dans un restaurant de Shanghai (cf. Dai Xuezhong, ci-dessous). Il a été relâché quel ques heures plus tard. Le 12 juin, il aurait signé avec cinq autres militants¹ une lettre ouverte annonçant qu'ils entameraient une grève de la faim si la police entravait leur liberté de déplacement lors de la visite à Shanghai du président américain Bill Clinton, prévue un peu plus tard dans le mois².

1. Dai Xuezhong, Han Lifa, Li Guotao, Yao Zhenxian et Zhou Jianhe.

2. Cf. Agence France Presse (AFP), Beijing, 12 juin 1998.

Chen Zengxiang, de Qingdao (province du Shandong), qui milite depuis longtemps en faveur de la démocratie, aurait été arrêté par la police le 23 mai 1998, afin d'être interrogé sur ses relations présumées avec un groupe de dissidents en exil. Selon des sources non officielles, plusieurs dissidents de Qingdao, dont Li Xielin et Yan Peng, ont été convoqués fin mai par la police à des fins d'interrogatoire, apparemment dans le cadre des mesures de sécurité adoptées avant le neuvième anniversaire de la répression du 4 juin 1989. D'après les informations disponibles à la mi-juin 1998, Chen Zengxiang serait toujours détenu, bien que les autorités n'aient rendu publique aucune inculpation formelle à son encontre.

Cheng Fan, militant en faveur de la démocratie à Shanghai, aurait été détenu pendant quelques heures à des fins d'interrogatoire le 6 avril 1998, après avoir co-signé avec Wang Youcai (cf. ci-dessous) une pétition qui demandait la libération de Shen Liangqing et de Yang Qingheng (cf. ci-dessous). Selon certaines sources, ces deux hommes avaient également diffusé une déclaration demandant la libération de prisonniers politiques au mois de février.

Chu Hailian et Wu Huifen, respectivement épouse et mère (âgée de quatre-vingts ans) du prisonnier d'opinion Liu Nianchun, ont été détenues pendant plusieurs heures par la police le 21 mai 1998. Elles avaient été interpellées alors qu'elles commençaient une manifestation silencieuse devant le palais de l'Assemblée Populaire, sur la place Tiananmen à Beijing, pour demander aux autorités de fournir à Liu Nianchun des soins médicaux adéquats. Les deux femmes, qui avaient rendu visite au détenu dans le camp de travail de Tuanhe le matin même, ont déclaré qu'elles l'avaient trouvé squelettique et qu'il souffrait de plusieurs affections pour lesquelles il ne recevait pas un traitement médical approprié. Peu après qu'elles eurent déployé une bande rouge de protestation sur la place Tiananmen, la police les a emmenées au poste pour les interroger. Là, Chu Hailian aurait été contrainte d'écrire des "aveux", à la suite de quoi les deux femmes ont été libérées aux alentours de minuit.

Dai Xuezhong, militant en faveur des droits humains à Shanghai, a été arrêté par la police le 17 mai 1998 en compagnie de Han Lifa, un autre militant. Il semble que les deux hommes s'apprêtaient à organiser une commémoration pour les victimes du 4 juin 1989 sur le Bund à Shanghai, mais ils auraient été interpellés avant d'avoir atteint leur destination. Apparemment, ils ont été relâchés douze heures plus tard puis placés sous surveillance policière. Dai Xuezhong, qui est membre de l'Association des droits humains de Shanghai (organisation non officielle), a passé au total six ans dans des camps de rééducation par le travail depuis 1989, en raison de sa participation aux manifestations de 1989 et de ses activités subséquentes en faveur des droits humains. Il a été arrêté une nouvelle fois le 4 juin 1998, en même temps que plusieurs autres militants de Shanghai – notamment Zhou Jianhe, Yao Zhenxian et Cai Guihua – après qu'ils se furent retrouvés dans un restaurant. Ces hommes ont été conduits dans un poste de police et interrogés pendant plusieurs heures avant d'être remis en liberté.

Fan Yiping, âgé de quarante-cinq ans, est un militant de longue date en faveur de la démocratie et le gérant d'une entreprise alimentaire à Guangzhou, dans la province du Guangdong. Il a été arrêté le 16 mars 1998, apparemment pour être interrogé sur ses relations avec des dissidents en exil. Plusieurs autres personnes de Guangzhou ont été interpellées par la police à des fins d'interrogatoire à peu près au même moment, en rapport, semble-t-il, avec son arrestation (cf. Huang Yusheng, Su Jiang et Zhou Jianzhong, ci-dessous). Deux mois plus tard, Fan Yiping a été inculpé d'avoir « contribué à une sortie illégale du territoire », parce qu'il aurait aidé Wang Xizhe³, un autre militant de

3. Wang Xizhe a fui la Chine en octobre 1996, après l'arrestation à Beijing du critique littéraire Liu Xiaobo, avec lequel il avait rédigé une lettre ouverte demandant des réformes politiques, l'autonomie du Tibet et la destitution du président Jiang Zemin. À la suite de son arrestation, le 8 octobre 1996, Liu Xiaobo a été condamné le jour même, avec une rapidité sans précédent, à trois ans de « rééducation par le travail ».

longue date, à fuir la Chine en octobre 1996. Selon des sources dissidentes, le véritable motif de la détention de Fan Yiping serait son soutien à des syndicats indépendants. Lors du mouvement dit du Mur de la Démocratie, en 1979, Fan Yiping faisait partie de la rédaction du magazine non officiel intitulé La Voix du peuple. Aucune information sur son sort n'a été rendue publique par les autorités.

Han Lifa, militant en faveur des droits humains à Shanghai, a été détenu pendant douze heures le 17 mai 1998, en compagnie de Dai Xuezhong (cf. ci-dessus). Cette mesure visait, semble-t-il, à l'empêcher d'organiser une manifestation de commémoration pour les victimes de la répression de 1989.

Huang Yusheng, dissident de Guangzhou (province du Guangdong), aurait été interpellé par la police à des fins d'interrogatoire au milieu du mois de mars 1998, en relation, semble-t-il, avec l'arrestation de Fan Yiping (cf. ci-dessus). Un autre dissident de Guangzhou, Zhou Jianzhong, a été arrêté en même temps. Les deux hommes ont été libérés quelques heures plus tard. Huang Yusheng avait contribué à la publication de La Voix du peuple lors du mouvement du Mur de la démocratie.

Jin Jiwu, dissident de la province du Hunan, a passé deux ans dans un camp de « rééducation par le travail » pour avoir participé au mouvement de 1989 en faveur de la démocratie. Selon certaines informations, il aurait été arrêté le 11 mars 1998, alors qu'il allait à Nanjing pour rendre visite à des amis. Il a été libéré trois jours plus tard.

Leng Wanbao, âgé de trente-huit ans, est un ancien prisonnier d'opinion employé dans une usine automobile à Changchun (province du Jilin). Il aurait été arrêté le 24 mars 1998 puis détenu par la police pendant une courte période en prévision de la visite dans cette usine du chef du gouvernement, Zhu Rongji. Selon les informations reçues, la police aurait recommandé à trois autres anciens prisonniers d'opinion de Changchun de ne pas se faire remarquer. Leng Wanbao, qui a déjà passé cinq ans en prison en raison de ses activités lors des événements de 1989, a lancé publiquement plusieurs appels à la réforme au cours de l'année écoulée. L'un d'eux, adressé à l'Assemblée populaire nationale en février 1998, demandait que des mesures soient adoptées pour combattre la corruption, pour garantir la liberté de la presse, pour mettre en place des élections directes et pour autoriser les syndicats indépendants.

Li Baiguang, professeur de droit à l'Université de Hainan, aurait été détenu pendant trois jours par la police au début du mois d'avril 1998, après avoir organisé un groupe de discussion sur la réforme politique. Selon les informations publiées dans la presse, un responsable du département de droit de l'Université a affirmé à ce moment-là qu'il n'avait pas connaissance de sa détention : il avait déclaré que Li Baiguang s'était absenté pour des raisons personnelles et serait de retour dans les prochains jours⁴. Aucune autre information n'a été divulguée concernant sa détention.

Li Bifeng, trente-quatre ans, militant en faveur des droits des travailleurs et ancien cadre au service des impôts de Mianyang (province du Sichuan), a été arrêté le 8 mars 1998. La police l'a appréhendé dans un taxi à un poste de péage, alors qu'il se rendait en visite dans sa famille. Il aurait été inculpé de fraude le 6 avril 1998. Li Bifeng vivait dans la clandestinité depuis le mois de juillet 1997, date à laquelle il s'était fait publiquement l'écho des protestations de milliers d'ouvriers de Mianyang concernant le détournement des allocations de chômage par des cadres corrompus dans trois entreprises d'État en faillite⁵. De graves troubles sociaux avaient eu lieu dans d'autres régions de la province du Sichuan au cours des mois précédents. Li Bifeng avait dénoncé publiquement la répression des manifestations à Mianyang dans une lettre ouverte avant d'entrer dans la

4. Cf. Reuters, Beijing, 9 avril 1998.

5. Cf. le document intitulé République populaire de Chine. Résumé des préoccupations d'Amnesty International (février 1998, index AI : ASA 17/06/98).

clandestinité pour échapper à une arrestation. En février 1998, alors qu'il vivait toujours dans la clandestinité, il aurait organisé un sondage d'opinion sur les licenciements économiques dans la province du Sichuan. Li Bifeng a déjà purgé une peine de cinq ans de prison pour avoir participé au mouvement de 1989 en faveur de la démocratie. On pense qu'il se trouve actuellement dans le centre de détention de la ville de Jiangyou.

Li Qingxi, chômeur de quarante et un ans résidant dans la ville de Datong (province du Shanxi), a été placé en garde à vue par la police le 16 janvier 1998, après avoir rédigé et fait circuler une déclaration demandant la création de syndicats libres⁶. En mars 1998, il a été condamné sans inculpation ni jugement à une peine d'une année de « rééducation par le travail », qu'il devrait purger « à l'extérieur du camp de travail ». On ne dispose actuellement d'aucune information sur son sort.

Li Wensheng, avocat à Guangzhou, a défendu des étudiants qui avaient été arrêtés lors de la répression des manifestations de 1989. Selon certaines sources, il aurait été interpellé par la police à trois reprises en avril et en mai 1998, pour être interrogé sur sa participation présumée à un projet de créer un syndicat indépendant. Li Wensheng se serait associé à un militant en faveur des droits des travailleurs, Tan Li, qui a lui-même été arrêté au mois de février (cf. ci-dessous).

Li Xielin, militant en faveur de la démocratie à Qingdao, province du Shandong, aurait été arrêté le 27 mai 1998. Cette arrestation serait intervenue après celle d'un autre militant, Chen Zengxiang (cf. ci-dessus), et une série de mises en garde de la police lui enjoignant de ne pas se faire remarquer lors du neuvième anniversaire de la répression du 4 juin 1989. Apparemment, Li Xielin était toujours détenu par la police de Qingdao au début du mois de juin 1998, mais on ignore tout de sa situation actuelle.

Li Yi, jeune homme d'affaires de Guiyang (province du Guizhou), a été condamné à une peine de trois ans de « rééducation par le travail » en avril 1998, au motif qu'il aurait informé des personnes résidant hors de Chine de l'arrestation de quatre poètes à Guiyang, en janvier 1998. Le frère de l'un d'entre eux, Wu Ruojie (cf. ci-dessus), qui avait été arrêté pour le même motif, s'est vu infliger la même sentence que Li Yi. Il semble que les deux hommes étaient accusés d'avoir « divulgué des secrets d'État ». Selon des sources non officielles, Li Yi avait souvent mis des locaux à la disposition

6. Cf. ASA 17/06/98

des écrivains et des artistes de Guiyang. On ignore où il est actuellement détenu. Deux des poètes arrêtés en janvier, Ma Zhe et Xiong Jinren (cf. ci-dessous) seraient toujours détenus au secret.

Lin Xinshu, cinquante-cinq ans, docteur en médecine chinoise et dissident de longue date de Fuzhou (province du Fujian), a été détenu sans inculpation pendant trois semaines à compter du 26 février 1998, après avoir été assigné à résidence trois jours durant par des policiers en civil. Au cours des mois qui ont précédé son arrestation, il avait adressé plusieurs lettres ouvertes aux autorités chinoises pour demander des réformes et la libération de prisonniers politiques. Lin Xinshu a été interpellé après avoir envoyé une telle lettre aux autorités, le 13 février 1998, dans laquelle il les exhortait à ne pas nommer Li Peng, alors Premier ministre, à la présidence de l'Assemblée populaire nationale. Il a été libéré le 22 mars, sans aucune explication, après la clôture de la session annuelle de l'Assemblée populaire nationale à Beijing.

Liu Kangxiu, âgé de trente-quatre ans, ingénieur de Zhongshan (province du Guangdong), aurait été arrêté le 28 mars 1998. Il aurait été accusé d'avoir menacé la sécurité nationale parce qu'il avait rédigé un manuscrit sur la réforme politique, qui lui a été confisqué par la police. Selon les informations reçues, il aurait été libéré sous caution le 6 avril 1998.

Liu Lianjun, informaticien de la province de Shandong qui, semble-t-il, avait aidé des dissidents à relier leurs ordinateurs à Internet, aurait été appréhendé par la police le 29 mai 1998, alors qu'il était en visite chez des amis à Beijing. Selon certaines sources, les policiers l'auraient menacé de le tuer s'il ne répondait pas à leurs questions concernant ses activités. Il a été détenu sept jours sans inculpation avant d'être remis en liberté.

Ma Lianggang, âgé de vingt-huit ans, est un ancien étudiant de l'Université de l'Anhui. Le 28 février 1998, la police l'a appréhendé à son domicile, à Hefei (province de l'Anhui), avant de le maintenir en détention pendant 27 jours sans inculpation. Aucun motif officiel n'a été fourni pour expliquer sa détention ; cependant, on soupçonne qu'elle serait liée à l'arrestation d'autres dissidents, à l'approche de la session annuelle de l'Assemblée populaire nationale qui s'est ouverte en mars. Ma Lianggang avait été emprisonné à deux reprises depuis 1989, notamment pendant plus d'un an en 1992-1993, en raison de ses activités en faveur de la démocratie.

Ma Qiang, poète de Guiyang (province du Guizhou), a été arrêté le 26 janvier 1998, en même temps que trois autres poètes de cette ville. Deux d'entre eux se trouvent toujours en détention (cf. Ma Zhe, ci-dessous). Ma Qiang a été détenu pendant plusieurs semaines sans inculpation avant d'être remis en liberté.

Ma Zhe (de son vrai nom Xue Deyun), âgé de trente-huit ans, est un poète dissident de Guiyang (province du Guizhou). Il a été arrêté le 26 janvier 1998 à Guiyang, en même temps que trois autres poètes contestataires : Ma Qiang, Wu Ruohai et Xiong Jingren. Les quatre hommes ont été interpellés alors qu'ils projetaient de publier un magazine littéraire indépendant intitulé Renaissance culturelle en Chine, qui visait à une plus grande liberté dans le domaine littéraire. Selon les informations reçues, la police aurait fait une descente à leurs domiciles sans mandat de perquisition, emportant les textes de leurs écrits et leurs carnets d'adresses. Les familles des quatre poètes n'ont reçu aucune explication quant à leur détention et n'ont pas été autorisées à les rencontrer. Ma Qiang et Wu Ruohai ont été libérés quelques semaines plus tard, tandis que Ma Zhe et Xiong Jingren étaient maintenus en détention secrète. Il semble qu'ils soient toujours détenus à ce jour. Les autorités n'ont rendu publique aucune inculpation contre ces deux hommes, bien qu'ils aient apparemment été accusés de menacer la sécurité nationale. Ma Zhe avait déjà été emprisonné de façon arbitraire pendant trois ans pour avoir participé à des manifestations d'étudiants à Beijing, en décembre 1986⁷. À cette époque, il faisait partie d'un groupe littéraire non officiel, la Société des

7. Cf. les documents intitulés République populaire de Chine. Arrestations à la suite des récentes manifestations d'étudiants, publié en janvier 1987 (index AI : ASA 17/01/87) et Les prisonniers d'opinion en République populaire de Chine, publié en juin 1987 (index AI : ASA 17/05/87).

lumières, formé par des théoriciens politiques et littéraires dans la province du Guizhou pendant le mouvement du Mur de la démocratie, à la fin des années 1970.

Mao Guoliang, militant en faveur de la démocratie domicilié à Hangzhou, dans la province du Zhejiang, a été arrêté à des fins d'interrogatoire le 19 février 1998. Il venait d'adresser à l'Assemblée populaire nationale, avec six autres militants, une lettre ouverte critiquant la nomination prévue du Premier ministre Li Peng à la présidence de l'Assemblée. Depuis lors, Mao Guoliang a été détenu au moins deux fois pendant de brèves périodes pour avoir adressé des pétitions aux autorités.

Miao Xike, propriétaire d'un restaurant-karaoké à Shenzhen, aurait été arrêté à Beijing le 6 mars 1998, durant la réunion de l'Assemblée populaire nationale, alors qu'il conduisait une manifestation sur la place Tiananmen, lançant des slogans et brandissant une pancarte portant ce message : « le Parti communiste doit nous rendre nos droits humains ». Sa mère a également été appréhendée pour être questionnée sur les activités de son fils. Miao Xike a été libéré le 24 mars 1998, mais il aurait été de nouveau détenu durant de courtes périodes à deux occasions depuis lors. Le 26 mai 1998, il a été placé pratiquement en résidence surveillée et la police lui a enjoint de ne pas quitter sa maison avant la fin de l'anniversaire de la répression du 4 juin 1989.

Ni Jinxiu : cf. Ni Yuxiao, ci-dessous.

Ni Yuxiao est la sœur de Ni Jipin, militant en faveur des droits humains de Shanghai qui a fui la Chine le 1^{er} avril 1998 pour échapper aux mesures de harcèlement de la police. Elle a été arrêtée le 30 avril 1998, en même temps que sa sœur Ni Jinxiu qui, pour sa part, a été libérée quelques jours plus tard. Ni Yuxiao, qui souffre apparemment d'une affection du foie l'obligeant à rester confinée chez elle, n'a semble-t-il jamais participé au mouvement en faveur des droits humains. On pense qu'elle a été arrêtée parce qu'elle connaissait certains amis de son frère. Elle aurait été libérée sous condition après un mois de détention, la police lui ayant imposé des mesures de restriction strictes pendant un an pour des raisons de « sécurité nationale ». Ces mesures de restriction lui interdisent notamment de quitter Shanghai sans une autorisation de la police et l'obligent à se rendre au poste de police une fois par semaine.

Qin Yongmin, âgé de quarante-huit ans, est un dissident de longue date de Wuhan (province du Hubei), particulièrement actif. Le 28 mars 1998, il a été détenu pendant une courte période par la police pour être questionné sur une série de lettres ouvertes qu'il avait adressées aux autorités au sujet de questions relatives aux droits humains. Il avait également annoncé son intention de former un groupe de défense des droits humains avec Xu Wenli (cf. ci-dessous). À la fin du mois de mai 1998, la police aurait confisqué la carte d'identité de Qin Yongmin en lui conseillant de rester chez lui lors de l'anniversaire du 4 juin. Qin Yongmin a été emprisonné plusieurs fois depuis le début des années 1980 pour ses activités en faveur de réformes démocratiques et dans le domaine des droits humains.

Shen Liangqing, militant en faveur de la démocratie et ancien adjoint du procureur de Hefei (province de l'Anhui), a été arrêté par la police le 25 février 1998. Fin mars, il a été astreint à deux ans de « rééducation par le travail » pour avoir noué des « contacts non autorisés » avec des journalistes étrangers et des groupes de défense des droits humains à Hong Kong et dans d'autres pays. Shen Liangqing avait déjà été arrêté le 1^{er} septembre 1997 puis détenu pendant 46 jours sans inculpation, après avoir adressé une série de lettres ouvertes aux autorités⁸. Le 16 octobre 1997, il avait été libéré sous caution et placé sous « surveillance policière ». Cette surveillance était, semble-t-il, assortie de l'ordre de ne pas quitter Hefei, de ne pas répondre aux questions des journalistes étrangers et de ne pas publier de lettres ouvertes. Toutefois, Shen Liangqing a continué à

8. Cf. le document intitulé République populaire de Chine. Résumé des préoccupations d'Amnesty International (février 1998, index AI : ASA 17/06/98).

rédiger des pétitions et des lettres ouvertes. En novembre 1997, il a écrit à la police pour exiger qu'elle « reconnaisse avoir commis une erreur » en le détenant illégalement et qu'elle cesse de le harceler. En janvier 1998, Shen Liangqing a signé une pétition émanant de plusieurs dissidents, qui demandait la libération de Li Qingxi (cf. ci-dessus). En février, soit quelques jours seulement avant son arrestation, il avait adressé une lettre ouverte à l'Assemblée populaire nationale au sujet de la nomination prévue du Premier ministre Li Peng à la présidence de celle-ci.

Su Jiang, épouse du dissident en exil Wang Xizhe, aurait été arrêtée par la police à Guangzhou le 18 mars 1998, à des fins d'interrogatoire. Son interpellation était, semble-t-il, liée à l'arrestation de Fan Yiping, militant en faveur de la démocratie de Guangzhou (cf. ci-dessus). Su Jiang a été relâchée huit heures plus tard.

Tan Li, employé d'une compagnie de navigation maritime de Guangzhou, aurait été détenu par la police pendant une courte période le 6 février 1998. Il s'apprêtait à organiser, le lendemain, un rassemblement en faveur des droits des travailleurs pour lequel il avait demandé une autorisation aux autorités. Selon certaines sources, Tan Li avait annoncé, avec un avocat du nom de Li Wensheng (cf. ci-dessus), la formation d'un syndicat indépendant appelé Alliance des travailleurs de Chine.

Tu Guangwen, conducteur de tricycle à Wuhan (province du Hubei), aurait été condamné le 19 février 1998 à une peine de trois ans d'emprisonnement, après avoir été déclaré coupable « d'avoir rassemblé une foule afin de perturber la circulation ». Selon les informations reçues, il avait conduit une manifestation de conducteurs de cyclo-pousse mécontents à Wuhan, en octobre dernier, pour protester contre l'interdiction des tricycles dans cette ville qui avait été imposée par les autorités en août dernier.

Wang Donghai, cinquante et un ans, militant de longue date en faveur de la démocratie à Hangzhou (province du Zhejiang), a adressé plusieurs pétitions aux autorités au début de l'année 1998. Arrêté le 6 février, il a été détenu pendant plusieurs jours à des fins d'interrogatoire, en rapport avec le retour en Chine du dissident exilé Wang Bingzhang (cf. Wang Tingjin, ci-dessous).

Wang Hongxue, militant en faveur des droits des travailleurs âgé de trente-sept ans, est employé à l'infirmerie d'une usine textile de Bengbu (province de l'Anhui). Il aurait été arrêté le 29 mai 1998, la police ayant découvert qu'il prévoyait de se rendre à Beijing pour commémorer l'anniversaire du 4 juin 1989. Selon les informations reçues, la police aurait confisqué sa carte d'identité et décerné un mandat d'arrêt contre lui pour le maintenir quinze jours en détention sans inculpation, en vertu d'une loi sur l'ordre public. Depuis 1997, Wang Hongxue avait lancé ou co-signé plusieurs appels pour la libération d'autres dissidents et pour la formation de syndicats libres.

Wang Tingjin, âgé de quarante-trois ans, est professeur de mathématiques à Bengbu, dans la province de l'Anhui. Il a été arrêté le 6 février 1998 après avoir rencontré Wang Bingzhang, dissident en exil aux États-Unis qui était revenu sous un nom d'emprunt en Chine au mois de janvier avant d'être renvoyé aux États-Unis. Wang Tingjin a été détenu pendant plus d'un mois sans inculpation avant d'être relâché. Interpellé à nouveau le 14 avril 1998, il a été condamné le jour même, sans jugement, à trois ans⁹ de « rééducation par le travail » pour avoir « troublé l'ordre public ». Il semble que les autorités n'aient fourni aucun autre motif pour expliquer cette sentence. Wang Tingjin était le troisième dissident à avoir été condamné depuis la fin du mois de mars 1998, date à laquelle Shen Liangqing (cf. ci-dessus) et Yang Qingheng (cf. ci-dessous) se sont vu infliger des peines similaires. Il Tingjin a été envoyé dans le camp de travail de Nanhu, province de l'Anhui, pour y purger sa peine.

Wang Youcai, ancien dirigeant du mouvement étudiant à Beijing en 1989, réside à Hangzhou, dans la province du Zhejiang. Il a subi un interrogatoire de police le 23 février 1998, après avoir co-signé une pétition à l'intention de l'Assemblée populaire nationale qui dénonçait la nomination du Premier ministre Li Peng à la présidence de cette assemblée. Il semble qu'il ait ensuite été placé sous une étroite surveillance policière durant la session annuelle de l'Assemblée populaire nationale, en mars, puis détenu pendant une courte période à des fins d'interrogatoire en avril, après avoir co-signé un appel en faveur de la libération de deux dissidents. Il aurait été de nouveau placé en détention pour une courte période fin avril. Wang Youcai avait purgé une peine de trois ans d'emprisonnement en raison du rôle qu'il avait joué lors des manifestations de 1989.

Wu Ruohai, poète âgé de trente-cinq ans, résidant à Guiyang (province du Guizhou), a été arrêté le 26 janvier 1998, en même temps que son fils de six ans et que trois autres poètes de la même ville (cf. Ma Zhe, ci-dessus). Il a été libéré à la fin du mois de février ou en mars, mais son frère Wu Ruojie s'est vu condamner par la suite pour avoir divulgué des informations au sujet de la détention de Wu Ruohai (cf. ci-dessous).

Wu Ruojie, musicien de rock âgé de trente-six ans, résidant à Guiyang (province du Guizhou), a été condamné sans jugement à trois années de « rééducation par le travail » au début du mois d'avril 1998 pour avoir « divulgué des secrets d'État ». Fin janvier 1998, son frère, Wu Ruohai, avait été arrêté en compagnie de trois autres poètes alors qu'ils s'apprêtaient à publier une revue littéraire indépendante. Un homme d'affaires de Guiyang, Li Yi, s'est vu infliger la même peine que Wu Ruojie. Les deux hommes auraient été accusés de « divulguer des secrets d'État » pour avoir informé des journalistes étrangers et d'autres personnes à l'extérieur de la Chine de l'arrestation des quatre poètes au mois de janvier. Les autorités n'ont rendu publique aucune information sur cette affaire, ni sur les deux poètes de Guiyang qui ont été détenus arbitrairement au secret pendant près de cinq mois (cf. Ma Zhe, ci-dessus). On ignore actuellement le sort de Wu Ruojie.

Xiong Jingren, poète de Guiyang (province du Guizhou), a été arrêté le 26 janvier 1998 en même temps que trois autres poètes (cf. Ma Zhe, ci-dessus). Xiong Jingren et un autre de ces trois hommes seraient toujours en détention, bien que les charges retenues contre eux, si elles existent, n'aient pas été rendues publiques.

9. Selon certaines sources, il aurait été condamné à une peine de deux années de « rééducation par le travail ».

Xu Shuiliang, militant de longue date en faveur de la démocratie à Nanjing qui avait été emprisonné à plusieurs reprises depuis le milieu des années 1970, a été arrêté par la police à des fins d'interrogatoire en février 1998, alors qu'il tentait de quitter Nanjing pour rendre visite à sa mère souffrante dans la province du Zhejiang. Selon certaines sources, la police l'aurait informé que ce déplacement était illégal. Xu Shuiliang était placé sous une surveillance policière constante depuis sa libération de prison en 1991. Il a quitté la Chine afin d'échapper au harcèlement de la police à la fin du mois de mars 1998.

Xu Wenli, âgé de cinquante-quatre ans, dissident de longue date à Beijing, a été incarcéré pour douze ans en 1981, en raison de ses activités en faveur de la démocratie. Le 3 avril 1998, il a été détenu par la police pendant vingt-quatre heures après avoir demandé l'autorisation de publier un magazine intitulé L'Observatoire des droits humains, avec Qin Yongmin, un autre dissident de Wuhan (province du Hubei). Xu Wenli a été arrêté de nouveau le 10 mai en arrivant à Wuhan où il prévoyait d'aller voir Qin Yongmin. Il a été libéré deux jours plus tard, à la condition qu'il retourne immédiatement à Beijing sans rencontrer Qin Yongmin. Il a été de nouveau arrêté le 29 mai, alors qu'il se trouvait dans un train à destination de Shenzhen, ville du sud de la Chine, où il comptait rendre visite à sa sœur. La police l'a détenu pendant trois jours dans une ville de la province du Guangdong avant de le mettre dans un train pour Beijing le 2 juin.

Yan Peng, originaire de la province du Shandong, aurait été détenu pendant une courte période à des fins d'interrogatoire à la fin du mois de mai 1998 (cf. Chen Zengxiang et Li Xielin, ci-dessus).

Yang Qinheng, quarante-quatre ans, domicilié à Shanghai, milite activement en faveur de la démocratie et des droits humains depuis la fin des années 1970. Il a été arrêté le 26 février 1998 et s'est vu condamner sans jugement, fin mars, à trois ans de « rééducation par le travail » pour avoir « troublé l'ordre public ». Selon certaines sources non officielles, les autorités l'auraient accusé de susciter des troubles sociaux parce qu'il avait lu sur les ondes de Radio Free Asia, le 27 janvier 1998, une lettre ouverte dans laquelle il parlait du chômage et appelait de ses vœux la formation de syndicats indépendants. Yang Qinheng avait déjà lancé ou co-signé plusieurs pétitions demandant des réformes dans le domaine des droits humains. Après sa condamnation, sa famille se serait plainte de ce que les autorités ne se seraient pas conformées aux règles de la procédure lors de son placement en détention. Yang Qinheng avait déjà été incarcéré à deux reprises pendant plusieurs années, dans les années 1980 et en 1994. Il avait également été détenu pour une courte période au début du mois de février 1998, en rapport avec le séjour en Chine du dissident en exil Wang Bingzhang.

Yao Zhenxian, âgé de quarante-deux ans et domicilié à Shanghai, a été détenu pendant une brève période le 4 juin 1998 à des fins d'interrogatoire (cf. Dai Xuezhong, ci-dessus).

Zhang Fangrong, épouse de Wang Tingjin, de Bengbu (province de l'Anhui), a été détenue pendant vingt-quatre heures par la police le 6 février 1998 lors de l'arrestation de son mari (cf. Wang Tingjin, ci-dessus).

Zhang Rujun, de Shanghai, faisait partie d'un groupe de dissidents arrêtés par la police en février 1998, en rapport avec le séjour en Chine du dissident exilé Wang Bingzhang, qui a ensuite été expulsé vers les États-Unis. Arrêté le 7 février 1998, Zhang Rujun a été libéré trois jours plus tard. Il a été de nouveau interpellé par la police de Shanghai le 26 février, après avoir lancé aux autorités un appel conjoint, avec 16 autres dissidents, pour demander des réformes dans le domaine des droits humains. Zhang Rujun a été remis en liberté le 2 mars.

Zhang Yuxiang, ancien cadre du service de propagande de district de l'Armée populaire de libération (APL), de la province du Jiangsu, aurait été détenu pendant trois jours au début du mois de février 1998 pour être interrogé au sujet du séjour en Chine du dissident en exil Wang Bingzhang (cf. Wang Tingjin, ci-dessus). Zhang Yuxiang avait été emprisonné pendant deux ans en 1991 pour sa participation présumée à un groupe politique « contre-révolutionnaire ».

Zhao Changqing, ouvrier de vingt-huit ans originaire de Hanzhong (province du Shaanxi), a été

arrêté le 13 janvier 1998 alors qu'il essayait de se présenter aux élections locales. Il aurait distribué des tracts dans lesquels il protestait contre une décision de son usine lui interdisant de se présenter aux élections à l'Assemblée populaire locale, prévues pour le 14 janvier¹⁰. Il semble que Zhao Changqing ait été détenu pendant dix jours dans son dortoir, avant d'être officiellement arrêté le 23 janvier 1998, puis emmené par la police vers une destination inconnue. Libéré le 22 février 1998, le jeune homme aurait été placé en résidence surveillée dans sa maison de Hanzhong. Selon les informations reçues, il aurait été de nouveau interpellé le 25 mars 1998 à son domicile et inculpé le 1^{er} avril pour avoir « menacé la sécurité nationale ». On est sans nouvelles de lui depuis cette date et l'on ignore où il est détenu.

Zhou Jianhe, dissident de Shanghai, a été arrêté le 4 juin 1998 et détenu par la police pendant une courte période en compagnie de plusieurs autres personnes (cf. Cai Guiha et Dai Xuezhong, ci-dessus).

Zhou Jianzhong, dissident de Guangzhou (province du Guangdong), aurait été détenu pendant une courte période au milieu du mois de mars 1998, en rapport avec l'arrestation de Fan Yiping (cf. ci-dessus).

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni, sous le titre *China: Detention and Harassment of Dissidents and Others Between January and June 1998*. Seule la

10. Cf. les documents intitulés République populaire de Chine. Résumé des préoccupations d'Amnesty International (février 1998, index AI : ASA 17/06/98) et République populaire de Chine. Appel en faveur de Li Qingxi et de Zhao Changqing (12 février 1998, index AI : ASA 17/05/98).

version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - août 1998.

Pour toute information complémentaire veuillez vous adresser à :